

Evaluation des politiques publiques

Olivier Caron

November 28, 2024

Evaluation des politiques publiques

Table ronde 1 :

Intervenant 1 :

Intervenant 2 :

Intervenant 3 : [Hélène Périvier](#), travaille à l'OFCE Sciences Po

Intervenant 4 : [Antoine Bozio](#), économiste

Table ronde 2 :

<https://l-attestation.github.io/>

Nicolas Mariot : directeur de recherche au CNRS

Pierre-Yves Baudot : Professeur de sociologie

Patrick Castel :

Cours

Maintenant pour évaluer on fait des modèles de micro-simulation par exemple avant pour essayer d'estimer la relation causale entre une réforme et l'effet sur les gens.

Ce sont des modèles (modèle INES) qui simulent le système socio fiscal. Statut marital compte, salaires, revenus etc.

L'ASF : allocation versée lorsque les parents sont séparés et que un des parents ne paye pas la pension. (souvent mères isolées)

Cette prestation est prise en compte dans le système d'une certaine façon. Ca peut arriver que quand on arrive à recouvrer les pensions, ça dégrade la situation d'une personne isolée (par exemple une mère) parce que la pension n'est pas imposée de la même façon et n'entre pas dans les mêmes calculs que la pension. Ce qui fait qu'on peut perdre du montant pour d'autres aides et donc arriver à une baisse de niveau de vie, ce qui semble contre intuitif.

Certaines administrations ont du mal à donner les données, par exemple la DEPP.

On est en droit de demander

On a jamais évalué depuis 1980 le taux de présence à la cantine en fonction de l'origine sociale, l'OFCE sort un rapport dans une semaine là-dessus. Pas une évaluation mais plutôt un état des lieux.

Recommandations de constitution de données

Evaluation actuelle sur le pacte Dutreil par la Cour des Comptes => transmission des entreprises

Les politiques publiques sont faites pour un objectif. L'évaluation ne consiste pas à discuter cet objectif, juste à estimer l'effet. La recherche peut en discuter

Contrefactuel : essayer d'imaginer la France sans le CICE par exemple. Il faut réussir à reconstituer un contrefactuel : comment serait la France sans le CICE ? On peut essayer de retrouver les contrefactuels. Comment le faire de la façon la plus rigoureuse pour retrouver l'impact et le mesurer ? Quelle va être la réaction des entreprises et des ménages ?

La DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) vient d'ouvrir son modèle de micro-simulation socio-fiscal.

Deuxième partie de cours

Comment l'état prend des décisions de façon rapide et dans un environnement particulier et aussi comment se construit l'obéissance dans un tel contexte :

[L'attestation : une expérience d'obéissance de masse, printemps 2020.] (LIVRE)
Théo Boulakia & Nicolas Mariot

Les données :

- Le livre repose sur une grosse enquête **pendant** les deux premiers mois du confinement 2020. [Enquête VICO](https://vico.hypotheses.org/donnees) (16000 répondants), 3500 commentaires. <https://vico.hypotheses.org/donnees>
- Les "histoires de confinements" dans la presse (internet // Gallica)
- Entretiens
- Données des contrôles et verbalisations
- Données google mobility et autres
- Mortalité

Qu'est-ce qui fait qu'un Etat peut gouverner ?

Spécificité des politiques publiques pendant le COVID :

décidées dans la plus grande urgence et dans une situation de grande incertitude, en quelques heures. Samedi soir (annonce de fermeture) et Lundi => attestation

Globalement, les obligations de mobilité, d'attestation etc. ont été bien respectées. Tout ceci a été fait rapidement en plus. Verticalité du pouvoir, ordre qui descend de l'Etat.

Les chaînons de l'ordre social : le rôle des passeurs

Sphère pro :

La diffusion de l'ordre du confinement dans la sphère pro se fait par les chaînons de responsabilité. Manager vers têtes de réseaux n-1 etc.

Sphère familiale :

La diffusion de l'ordre du confinement se fait en prenant appui sur des rapports intergénérationnels

Témoignage d'une personne qui se fait gronder par sa mère qui voit sur les réseaux qu'elle est dehors, idem pour son amie qui se fait réprimander par message par son copain.

L'alignement dans les configurations de confinement

Processus d'alignement des pratiques des individus sur celle de leur groupe de référence

A) Le choix du groupe en amont sur la base d'anticipations

Exemple

B) Changer de configuration de confinement

C) Définir collectivement les règles sans changer de configuration de confinement

Adèle va en dehors de son logement à Paris (en Bretagne) et va avec des amis en mode confinement tous ensemble. Elle voit plutôt ce que son groupe autorise que plutôt l'Etat.

Conclusion

L'ordre du confinement a été transmis, traduit, incarné au sein de chaînes sociales, qui existaient avant le confinement

Au sein des configurations, les individus s'alignent les uns sur les autres, sans que la croyance en la légitimité des gouvernants n'intervienne

Essai : COVID-19 : Une crise organisationnelle

Revue de la littérature sur la gestion de crise et la décision. Quarantaine d'entretiens avec des personnes dans les organisations/administrations.

Deux explications critiques typiques :

- Biais cognitifs (ils ont répondu à une vidéo très populaire de Olivier Siboni qui s'appuie beaucoup sur les biais cognitifs, ce que les sociologues et économistes ici ne croient pas)
- Par la faute morale

Ils ont écrit un autre livre "**Le biais comportementaliste**"

A) De l'impréparation à la panique des élites

Hypothèse : trois mécanismes interagissent

- Dérive orga (Vaughan, Challenger)
- Risques scélérat (Dedieu tempête, 1999)
- Panique des élites (Clarke et Chess, 2008) => Quand il y a une crise, les élites ont tendance à penser que les gens vont agir de façon irrationnelle.

B) Le confinement

Pour reprendre les termes du président du conseil scientifique, le confinement était non pas "la meilleure solution mais la seule possible à l'époque" (Allison, Essence of decision, 1971)

Ce récit relève du modèle de l'acteur rationnel.

Plusieurs éléments laissés dans l'ombre :

- Quid de la gestion des signaux d'alerte à partir du mois de janvier ?
- Comment expliquer la confiance des autorités françaises au cours des mois de janvier et de mars dans leur capacité à faire face à un nouveau virus ?
- Comment rendre compte de la chronologie de la prise de décision, étalonnée sur quelques jours entre le 10 mars et le 16 mars

A quelles conditions est-on amené à prendre une décision aussi radicale et inédite, qui n'est prévue dans aucun plan, n'a jamais été ni testée ni véritablement étudiée ?

- Organisationnelles (non activation des plans, appropriation de la crise par le ministère de la Santé, méfiance de l'exécutif vis-à-vis des agences et administrations)
- Cognitives (cadre médical hospitalier rôle du CS; modèle de l'Imperial et de Pasteur; effet de position)
- Politiques (mimétisme international, gestion de la crise = conception régalienne - maintien de l'ordre)

Qu'est-ce que le covid nous apprend de l'état ?

=>

C- L'Etat et la gestion des crises

1. COVID19 : puissant révélateur du fonctionnement de la démocratie française : hyper centralisation et gestion élitiste
2. Gestion très politique de la crise, marquée par une méfiance par rapport à l'administration
3. "Petites structures agiles"
4. Monopole de la gestion de crise par l'Etat : tout est vu dans l'espace public au prisme de ce que fait et ne fait pas l'Etat, ce qui conduit à invisibiliser l'action souvent performante mais non prescrite

D - Savoirs de Gouvernement pendant la crise

1. La modélisation comme principal outil d'aide à la décision et de justification des décisions
2. Les sciences cognitives au service du gouvernement des conduites ? Quel rôle dans la "mésure des morts", l'attestation, le pass sanitaire ?
3. En tout état de cause, une communication inspirée d'une lecture principalement cognitive et visant à faire peur ou à donner un coup de coude (nudge) pour faire adopter les bons comportements. Stigmatisation de certaines populations (ex : "les jeunes")
4. La promotion de la santé et les inégalités sociales de santé ont été les grands oubliés

Ils ont fait un éditorial :

Quant la réponse mondiale à la pandémie de COVID19 se fait sans la promotion de la santé

Linda Cambon, Henri Bergeron, Patrick Castel, Valéry Ridde, François Alla

Evaluation politiques publiques - cours Thomas Breda

Objectif du cours

1. Comprendre le rôle des sciences économiques pour l'analyse de l'action publique
2. Pouvoir lire et globalement comprendre une analyse de politiques publiques
3. Pouvoir (commencer à) identifier les forces et faiblesses d'une analyse de PP

Mathieu Breda :

Effet des syndicats sur les salaires => est-ce que ça permet de partager les rentes de monopole

Inégalités de genre => sur l'éducation surtout, sur l'orientation différenciée des filles et des garçons.

Pourquoi ils ne font pas les mêmes études en moyenne ?

Débat très stéréotypé

Partie 1 :

1. Les sciences économiques, c'est quoi ?
2. Le cadre néoclassique et l'absence de déficiences de marchés
3. Justifier l'intervention publique

Qu'est-ce que l'économie

Sciences éco: Analyse de l'allocation optimale des ressources

- Comment les ressources (comme le travail ou les matières premières) sont produites échangées et réparties
- Expliquer et améliorer la gestion des ressources pour répondre aux besoins humains

Les sciences éco se divisent en deux grandes branches :

- Microéconomie : Etudie les comportements individuels (ménages, entreprise) et les mécanismes de marché
- Macroéconomie : Analyse les phénomènes économiques globaux (croissance, chômage, inflation), les agrégats.

Elle fait appel à certains outils :

1. Théoriques
Soit pour rationaliser/poser un cadre pour comprendre les comportements, les équilibres
Soit pour proposer des hypothèses à tester. Fonction d'utilité => on suppose que les agents essaient de maximiser leur utilité, que les entreprises cherchent à maximiser leur profit/rente.
2. Empiriques : avec de l'utilisation de données
Utilisation de méthodes statistiques et de l'économétrie, inférence causale, quasi expérimental

L'économie a deux approches :

1. Une approche dite "positive" (= descriptive) => observations, corrélations, causalité...
2. Une approche dite "normative" => Suite à l'observation, la description et l'identification de causalité ou à l'aide de modèles théoriques, comment maximiser l'utilité, atteindre un objectif, guider les agents vers un comportement souhaitable

Normatif : Quand par exemple Piketty propose de faire un versement automatique d'héritage à tout le monde dès 25 ans de 120k€. [source](#)

Statistiques et économétrie

L'économétrie est la rencontre de la statistique et de l'économie.

L'économétrie est l'application de la statistique à la science économique

L'économétrie cherche essentiellement à:

- Estimer les paramètres
- Identifier des relations causales
- Inférence : connaître un paramètre de la population globale

Mais apprentissage machine permet maintenant de faire de l'inférence causale, et les anciennes méthodes d'interprétation des coefficients résumés :

Méthodes d'Inférence Causale en Machine Learning

Nom de la Méthode	Description	Date de Publication	Référence de l'Article de Recherche
Double Machine Learning	Utilise des algorithmes de machine learning pour estimer les effets causaux en contrôlant les variables confondantes, permettant des estimations robustes même avec des covariables complexes.	2018	Chernozhukov, V., et al. (2018). "Double/Debiased Machine Learning for Treatment and Structural Parameters."
Causal Forests	Extension des forêts aléatoires pour estimer les effets de traitement hétérogènes, aidant à comprendre comment les effets causaux varient selon les caractéristiques des individus.	2016	Wager, S., & Athey, S. (2016). "Estimation and Inference of Heterogeneous Treatment Effects using Random Forests."
DoWhy	Bibliothèque Python intégrant des outils pour modéliser et estimer des effets causaux en combinant des approches statistiques et des graphes causaux.	2019	Sharmanska, V., et al. (2019). "DoWhy: An End-to-End Library for Causal Inference."
EconML	Bibliothèque développée par Microsoft combinant des méthodes économétriques et de machine learning pour l'inférence causale, facilitant l'estimation des effets de traitement.	2019	Microsoft Research (2019). "EconML: A Python Package for ML-Based Heterogeneous Treatment Effects Estimation."

Nom de la Méthode	Description	Date de Publication	Référence de l'Article de Recherche
Invariant Causal Prediction (ICP)	Identifie des relations causales en exploitant l'invariance des relations sous différents environnements ou distributions, aidant à découvrir des causalités robustes.	2016	Peters, J., et al. (2016). "Causal Inference Using Invariant Prediction: Identification and Confidence Intervals."

Méthodes d'Interprétation des Coefficients des Modèles de Machine Learning

Nom de la Méthode	Description	Date de Publication	Référence de l'Article de Recherche
SHAP (SHapley Additive Explanations)	Basée sur la théorie des jeux, cette méthode attribue à chaque variable une contribution à la prédiction, offrant une interprétation cohérente et additive des modèles complexes.	2017	Lundberg, S. M., & Lee, S.-I. (2017). "A Unified Approach to Interpreting Model Predictions."
LIME (Local Interpretable Model-Agnostic Explanations)	Génère des explications locales en ajustant un modèle simple autour de chaque prédiction, permettant de comprendre les décisions des modèles "boîtes noires".	2016	Ribeiro, M. T., et al. (2016). "Why Should I Trust You?": Explaining the Predictions of Any Classifier."
ALE (Accumulated Local Effects)	Visualise l'effet moyen d'une variable sur la prédiction en tenant compte des interactions entre variables, offrant une alternative aux graphiques de dépendance partielle.	2017	Apley, D. W., & Zhu, J. (2017). "Visualizing the Effects of Predictor Variables in Black Box Supervised Learning Models."

Nom de la Méthode	Description	Date de Publication	Référence de l'Article de Recherche
Anchor Explanations	Fournit des règles d'ancrage qui expliquent les prédictions en identifiant des conditions suffisantes pour qu'une prédiction soit faite, offrant des explications stables et interprétables.	2018	Ribeiro, M. T., et al. (2018). "Anchors: High-Precision Model-Agnostic Explanations."
ICE (Individual Conditional Expectation) Plots	Montre comment la prédiction change lorsque la valeur d'une variable est modifiée, pour chaque observation, aidant à comprendre les effets individuels des variables.	2013	Goldstein, A., et al. (2015). "Peeking Inside the Black Box: Visualizing Statistical Learning With Plots of Individual Conditional Expectation."

Le cadre néoclassique

Economie concurrentielle hypothétique
Efficacité du marché

Premier théorème du bien-être

Si:

1. Ménages et entreprises prennent les prix comme donnés
2. Tous les marchés existent
3. L'information est parfaite
4. La mobilité est parfaite (les **coûts de transaction** sont nuls) alors l'équilibre concurrentiel, s'il existe est Pareto-optimal

Les **coûts de transaction**, concept introduit par **Ronald Coase** dans son article *The Nature of the Firm* (1937), représentent les coûts liés à l'échange sur un marché, tels que la recherche d'informations, la négociation et l'exécution des contrats. Lorsque ces coûts sont présents, ils peuvent empêcher la réalisation d'un équilibre concurrentiel Pareto-optimal en créant des frictions dans les échanges économiques.

Quand on achète, on doit faire plusieurs actions. Exemple dans le marché immobilier :

1. **Rechercher des informations** sur les propriétés disponibles (temps passé à visiter, consulter des annonces, etc.).

2. **Négocier** le prix avec le vendeur.

3. **Supporter des coûts d'exécution** comme les frais d'agence immobilière, les frais de notaire, et les coûts liés au financement (intérêts bancaires).

Ces coûts supplémentaires rendent l'échange plus complexe et moins fluide, et peuvent dissuader certains acteurs de participer au marché. Ronald Coase utilise des exemples similaires pour montrer comment ces frictions influencent l'efficacité des marchés.

Equilibre : chaque agent (ménage, entreprise, travailleurs...) est à son optimum (=maximise sa fonction objectif : utilité, profil, arbitrage travail/loisir..) étant donné le système de prix.

Pareto optimal => situation de marché où la répartition, l'allocation est optimale = 80/20 => on peut pas trouver d'autres manières d'allocation des ressources et d'utilisations des matières premières qui fassent que tout le monde soit content. On peut pas améliorer la situation d'un agent sans détériorer celle d'un autre

L'équilibre concurrentiel "Walrasien" est la formalisation mathématique de la "main invisible" d'Adam Smith.

On peut y avoir les fondements mathématiques du libéralisme. Influence très forte sur la doctrine libérale au sens large

Autres hypothèses :

- Chaque agent est "atomique" : suffisamment petit pour n

Deuxième théorème du bien-être

Si :

1. Ménages et entreprises prennent les prix comme données
2. Tous les marchés existent
3. L'information est parfaite
4. La mobilité est parfaite
5. L'économie est convexe
6. On peut réaliser des transferts forfaitaires
Alors n'importe quelle allocation Pareto-optimal peut être obtenue comme un équilibre concurrentiel

=> Une intervention publique ne permettrait pas de faire mieux, et n'importe quelle répartition peut être obtenue avec un changement de dotations initiales

Transferts forfaitaires : une idée abstraite

Doivent être indépendants des comportements d'optimisation

Par exemple ne peuvent pas être déterminés par les revenus observés

Dépend de "paramètres" théoriques (e.g potentiel productif inné) inobservés

Transferts non-forfaitaires = distortions potentielles

LE second théorème évite le problème d'arbitrage équité-efficacité

Ca n'existe pas donc il y a besoin des politiques publiques

Existence des marchés

Informations imparfaite

Sélection adverse

Première dimension: on observe imparfaitement la qualité des biens ou les "types" des agents = **Sélection adverse**

- Exemple classique : Le marché des voitures d'occasion (George Akerlof, The Market for Lemons (1970à)
 - Les vendeurs connaissent la véritable qualité des voitures (bonnes voitures ou "lemons", c'est-à-dire des voitures défectueuses)
 - Les acheteurs ne peuvent pas observer directement cette qualité et doivent s'appuyer sur le prix pour évaluer la voiture
 - Les acheteurs, craignant de payer trop cher pour une voiture défectueuse, sont prêts à payer un prix moyen
 - Les vendeurs de bonnes voitures, estimant que le prix moyen est trop bas pour leur produit, se retirent du marché
 - Le marché se retrouve dominé par des voitures de mauvaise qualité
- Risque de réduction, voire d'effondrement du marché
- Secteur les plus concernés : Assurance, banque
- Solutions : Certif qualité, normes de sécurité, assurances obligatoires

Aléa moral

Deuxième dimension: après la conclusion d'un contrat ou d'un accord, un des agents peut modifier son comportement de manière opportuniste car il ne supporte pas entièrement les conséquences de ses actions = **Aléa moral**

- Exemple classique : Le marché de l'assurance (Kenneth Arrow, 1963)
 - Les assurés, une fois couverts par une assurance, peuvent adopter un comportement moins prudent, sachant qu'ils ne supportent pas entièrement le coût d'un incident (exemple : conduire plus vite, négliger des mesures de sécurité).
 - Les assureurs ne peuvent pas parfaitement observer le comportement des assurés après la signature du contrat.
 - Ce comportement opportuniste augmente le coût global pour les assureurs (fréquence et gravité des sinistres).
 - Les assureurs augmentent les primes pour compenser ce risque, ce qui peut décourager les assurés prudents, réduisant l'efficacité du marché.
- Risque de coûts élevés, inefficacités, voire exclusion des agents prudents du marché.
- Secteurs les plus concernés : Assurance, crédit, travail.
- Solutions :
 - **Franchises** : Les assurés paient une partie des sinistres, les incitant à être plus prudents.
 - **Clauses incitatives** : Par exemple, des primes réduites pour les bons conducteurs.
 - **Surveillance et contrôles** : Suivi des comportements pour réduire l'asymétrie d'information.
 - **Alignement des intérêts** : Partage des risques entre les parties.

Externalités

Les actions d'un agent modifient le bien-être d'un autre agent, sans donner lieu à une compensation. Ces effets peuvent être **positifs** ou **négatifs**.

Type	Exemple	Description	Référence ou Contexte
Externalité négative	Pollution industrielle	Une usine rejette des déchets dans une rivière, affectant les pêcheurs en aval sans compenser leur perte de revenus.	Cas classique discuté par Ronald Coase dans "The Problem of Social Cost" (1960).

Type	Exemple	Description	Référence ou Contexte
Externalité positive	Vaccination	La vaccination d'une personne réduit la propagation d'une maladie, protégeant indirectement les autres membres de la société.	Analyse dans la santé publique et les modèles épidémiologiques.
Externalité négative	Embouteillages	Les conducteurs ajoutent de la congestion sur les routes, augmentant le temps de trajet des autres sans payer pour ce coût imposé.	Études sur les coûts sociaux des embouteillages urbains.
Externalité positive	Éducation	Une personne éduquée contribue à la productivité de la société et peut stimuler l'innovation, au-delà des bénéfices qu'elle retire elle-même.	Rapport de l'UNESCO sur l'éducation et les externalités sociales.
Externalité négative	Fumeurs passifs	Les fumeurs dans un espace public nuisent à la santé des non-fumeurs proches, sans assumer les coûts liés à l'exposition.	Études sur la santé publique et les réglementations anti-tabac.

- **Secteurs concernés** : Transport, environnement, santé, éducation.
- **Solutions possibles** :
 - **Taxes pigouviennes** : Taxer les activités générant des externalités négatives (ex. : taxes carbone).
 - **Subventions** : Encourager les activités produisant des externalités positives (ex. : aides pour la recherche ou la vaccination).
 - **Réglementations** : Imposer des normes pour limiter les effets négatifs (ex. : quotas de pollution).
 - **Marchés de droits** : Créer des marchés pour internaliser les externalités (ex. : marché du carbone).

Biens publics

Biens publics purs:

- **Non rival** : la consommation par un individu n'empêche pas la consommation par un autre

- **Non-exclusif** : quand le bien est produit, on ne peut pas empêcher une personne de consommer ce bien.

Exemple	Description	Type de Bien Public	Référence ou Contexte
Éclairage public	Les lampadaires dans une rue éclairent tous les passants sans réduire la lumière disponible pour les autres et il est impossible d'exclure quelqu'un d'en bénéficier.	Bien public pur	Exemple classique en économie des biens publics.
Défense nationale	La sécurité assurée par l'armée profite à toute la population sans possibilité d'exclusion et sans rivalité dans la protection.	Bien public pur	Débats dans les politiques publiques de sécurité.
Qualité de l'air	Un air propre est consommé par tous sans réduire la quantité disponible pour les autres, bien que la pollution puisse rendre le bien partiellement rival.	Bien public avec externalités	Études environnementales et climatiques.
Feux d'artifice	Une fois tirés, tout le monde peut admirer les feux sans réduire l'expérience des autres spectateurs et sans exclusion.	Bien public pur	Exemple souvent utilisé en économie comportementale.
Recherche fondamentale	Les découvertes scientifiques qui ne sont pas brevetées profitent à toute la société sans réduire leur valeur pour les autres utilisateurs.	Bien public partiel	Réflexions sur l'open science et l'innovation.

- **Secteurs concernés** : Urbanisme, défense, environnement, éducation, innovation.
- **Solutions possibles** :
 - **Financement public** : L'État intervient pour produire ces biens car le marché ne le ferait pas de manière efficace.
 - **Contributions collectives** : Inciter les citoyens ou entreprises à financer ces biens (ex. : dons pour des initiatives publiques).

- **Privatisation partielle** : Parfois, on peut privatiser l'accès sous conditions (ex. : péages pour limiter la surconsommation).

Les biens communs

Contrairement aux biens publics purs, les biens communs (ou **ressources communes**) sont :

- **Rivaux** : La consommation par un individu réduit la quantité disponible pour les autres.
- **Non-exclusifs** : On ne peut pas empêcher quelqu'un de consommer ces biens.

Exemple	Description	Type de Bien	Référence ou Contexte
Ressources halieutiques	Les poissons dans les océans peuvent être pêchés par tout le monde, mais chaque prise réduit la quantité restante pour les autres pêcheurs.	Bien commun rival	Débats sur la surpêche et les quotas de pêche.
Pâturages communs	Les terres de pâturage accessibles à tous risquent d'être surutilisées, menant à une dégradation environnementale si aucun contrôle n'est mis en place.	Bien commun rival	Exemple historique de la tragédie des communs (Hardin, 1968).
Nappes phréatiques	L'eau souterraine est accessible à tous, mais chaque usage individuel (agriculture, consommation) réduit la quantité disponible pour les autres.	Bien commun rival	Études sur l'épuisement des ressources en eau douce.
Zones de pêche	Les zones côtières ou les récifs coralliens sont souvent exploités par de nombreuses communautés, menaçant leur biodiversité et leur durabilité.	Bien commun rival	Problèmes environnementaux et de régulation internationale.

Exemple	Description	Type de Bien	Référence ou Contexte
Forêts communautaires	Les forêts partagées peuvent être exploitées pour le bois ou d'autres ressources, mais une exploitation excessive peut entraîner leur destruction.	Bien commun rival	Études sur la gestion durable des ressources forestières.

Problème : La tragédie des communs

- **Concept** : Introduit par Garrett Hardin (1968), ce phénomène se produit lorsque chaque utilisateur rationnel maximise son bénéfice individuel sans tenir compte de l'impact collectif sur la ressource.
- **Résultat** : Surconsommation et épuisement des ressources communes.

Solutions possibles :

Solution	Description	Exemple
Régulation gouvernementale	Imposer des quotas ou des restrictions d'accès pour limiter la consommation excessive des biens communs.	Quotas de pêche pour éviter la surpêche.
Privatisation	Attribuer des droits de propriété pour responsabiliser les utilisateurs et encourager la gestion durable.	Redistribution des terres de pâturage.
Gestion collective	Les communautés locales s'organisent pour établir des règles d'utilisation et surveiller leur application.	Exemple des systèmes d'irrigation locaux.
Marchés de droits	Créer des systèmes d'échange de droits d'utilisation, par exemple pour l'eau ou les émissions de carbone.	Marché des quotas de carbone.

Ces solutions visent à réduire les risques de surconsommation et à encourager une gestion durable des biens communs.

Classification des biens économiques

Type de Bien	Rivalité ?	Exclusivité ?	Description	Exemples
Biens publics purs	Non	Non	Biens consommés par tous sans réduire la quantité disponible et accessibles à tous.	Éclairage public, défense nationale
Biens communs	Oui	Non	Biens accessibles à tous mais dont la consommation par un individu réduit la quantité pour les autres.	Ressources halieutiques, pâturages
Biens privés	Oui	Oui	Biens consommés uniquement par celui qui les achète et pour lesquels il est possible d'empêcher les autres de les consommer.	Nourriture, vêtements
Biens de club	Non	Oui	Biens accessibles uniquement à ceux qui paient ou remplissent certaines conditions, mais dont la consommation par un individu n'affecte pas les autres.	Cinéma, abonnements Netflix

Explication des catégories :

1. Biens publics purs :

- **Non-rival** : La consommation par un individu n'empêche pas celle des autres.
- **Non-exclusif** : Impossible d'empêcher quelqu'un de consommer le bien.
- Exemple : Éclairage public, défense nationale.

2. Biens communs :

- **Rival** : Si une personne consomme le bien, il en reste moins pour les autres.
- **Non-exclusif** : Impossible ou difficile d'empêcher quelqu'un de l'utiliser.
- Exemple : Ressources naturelles comme l'eau ou les forêts.

3. Biens privés :

- **Rival** : La consommation par une personne empêche celle des autres.
- **Exclusif** : Possible d'empêcher quelqu'un de consommer le bien.
- Exemple : Nourriture, vêtements.

4. Biens de club :

- **Non-rival** : La consommation par une personne n'affecte pas celle des autres, jusqu'à un certain point (effet de congestion).
- **Exclusif** : Accessible uniquement à ceux qui paient ou remplissent une condition.
- Exemple : Abonnements, services de streaming.

Visualisation simplifiée :

	Exclusif	Non exclusif
Rival	Biens privés	Biens communs
Non-rival	Biens de club	Biens publics purs

Ce tableau permet de mieux comprendre les différences entre les biens et leurs implications économiques, notamment en termes de gestion et de régulation.

Concurrence imparfaite

Monopole permet d'imposer un prix supérieur à l'optimum concurrentiel

- Monopole naturel : coûts fixes importants, coûts unitaires décroissants, une seule firme domine
 - Production publique
 - Production privée réglementée
 - Production réglementée de la part qui génère le coût fixe (infrastructure), concurrence pour le reste
- Monopoles générés par entente (collusion) ou abus de position dominante (barrière à l'entrée)
 - Droit de la concurrence, autorités de contrôle

Rationalité limitée

Dans quelle mesure peut-on considérer qu'un agent économique prend des décisions contraires à son intérêt ?

Révolution plus récente (mais initiée par Kahneman et Tversky dans les années 70) : revenir sur le modèle de rationalité des agents (*behavioral economics*)

- **Information** : décisions rationnelles supposent une très grande quantité d'informations, coûteuse à réunir
- **Biais cognitifs** : la complexité des décisions (comparer tous les choix possibles) conduit à prendre des raccourcis
- **Incohérence temporelle** : n'agit pas demain comme il le prévoit aujourd'hui (exemple de l'addiction, taxes cigarettes, etc.)

Conclusion de cette première partie très théorique

- Des marchés imparfaits...
- Qui justifient l'action publique et le rôle de l'Etat d'un point de vue théorique (stabilité des marchés, contrats, déficience des marchés, redistribution)
- Mais aussi très éloigné des considérations pratiques sur les politiques publiques
 - Secteur public très important :
 - * Dépense publique = 58.2% du PIB en 2022 (en incluant les prestations sociales)
 - * Secteur public = 21% de l'emploi total (5.7 millions de salariés)
 - * Des pans entiers de l'économie sont publics : éducation, police, etc.
 - * Sans évaluation, pas de façon probante de savoir si la politique a atteint ses objectifs, si elle est efficace, etc.

Objectifs du reste du cours

Principe :

- Il faut évaluer les politiques publiques !

2 concepts :

- Causalité vs corrélation
- La notion du contrefactuel

6 méthodes :

- RCTs
- Différence en différence (DiD)

- Régression de discontinuités (RDD)
- Méthodes d'appariement / contrôles synthétique
- Régression linéaires et analyse descriptive
- Micro-simulation

à retenir et comprendre :

Plan

1. Cadre général pour l'évaluation des pol publiques
2. Evaluations d'impact

Politique publique: définition

Une politique publique est une intervention de l'Etat ou d'une autre autorité publique (banque centrale, collectivité terr) afin de

A quoi sert l'évaluation des politiques publiques ?

- **Justifier** : montrer que la politique est efficace, qu'elle atteint ses objectifs
- **Améliorer** : identifier les points faibles, les ajustements
- **Apprendre** : capitaliser sur les expériences passées
- **Rendre des comptes** : transparence, démocratie

Définitions de l'EPP

L'évaluation d'une politique publique est une démarche qui consiste à émettre un jugement de valeur sur une intervention publique

Déf de l'EPP tournent souvent autour du triptyque "objectifs - moyens - résultats"

- **Décret n° 90-82 du 22 janvier 1990** :
> "L'évaluation d'une politique publique au sens du présent décret a pour objet de rechercher si les moyens juridiques, administratifs ou financiers mis en œuvre permettent de produire les effets attendus de cette politique et d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés."
- **Décret du 18 novembre 1988** :
> "L'évaluation d'une politique publique a pour objet d'apprécier, dans un cadre interministériel, l'efficacité de cette politique en comparant ses résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre."

Les critères d'évaluation dans l'EPP

Principaux critères : la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience

L'évaluation d'une PP permet d'apprécier si cette PP est :

- **pertinente** : on évalue l'adéquation, l'adaptation, entre les objectifs explicites de la PP d'une part et la réalité sociales d'autre part
- **cohérente**

Exemple de coûts bénéfiques : rentabilité d'une année d'études supplémentaire. Gros biais : les gens qui font des études en plus ont les capacités de les faire.

L'économiste James Heckman a étudié la rentabilité d'une année d'études supplémentaire, en tenant compte des biais liés aux capacités individuelles des étudiants. Il a développé des méthodes économétriques pour estimer les rendements de l'éducation en corrigeant ces biais de sélection. Concernant l'impact de Mai 1968 sur l'obtention du baccalauréat, le sociologue Edgar Morin a analysé les conséquences sociales et culturelles de cette période, notamment le fait que le baccalauréat a été largement attribué cette année-là. Il a exploré comment cette massification de l'accès à l'enseignement supérieur a influencé la société française.

Un peu d'histoire : dans le monde

L'évaluation des politiques publiques (EPP) a des racines historiques profondes et variées selon les régions du monde. L'idée de juger l'efficacité des actions publiques remonte à des réflexions philosophiques et économiques sur la gestion des ressources et l'efficacité collective. Cependant, l'institutionnalisation de l'évaluation en tant que pratique formalisée commence véritablement dans la seconde moitié du 20^e siècle :

- **États-Unis** : Les États-Unis sont souvent cités comme pionniers dans le développement de l'EPP. Dès les années 1960, sous l'administration de Lyndon B. Johnson et son programme "Great Society", des outils systématiques d'évaluation sont introduits pour mesurer l'efficacité des politiques sociales. Le "Planning-Programming-Budgeting System" (PPBS), instauré en 1965, marque une étape importante dans l'intégration de l'évaluation dans les processus décisionnels.
- **Royaume-Uni** : Dans les années 1980, sous le gouvernement de Margaret Thatcher, l'accent est mis sur la gestion publique et la rationalisation des dépenses. Des méthodes comme le "Value for Money" sont développées pour évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience des programmes publics.
- **Internationalisation** : À partir des années 1990, les organisations internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et les Nations unies intègrent l'évaluation comme une composante essentielle de leurs programmes de développement, imposant des cadres d'évaluation aux projets financés.
- **Source** : Vie publique (2022) souligne comment l'évaluation s'est diffusée dans les pays développés et en développement pour répondre à des attentes accrues de transparence et de responsabilité.

Un peu d'histoire : en France

En France, l'intégration de l'évaluation des politiques publiques est un processus plus tardif, marqué par des étapes progressives d'adoption :

- **Années 1970-1980 : La rationalisation des choix budgétaires (RCB)**
La RCB est un tournant majeur dans la gestion publique française. Introduite dans les années 1970, cette démarche vise à améliorer l'efficacité des dépenses publiques en intégrant l'analyse coûts-bénéfices dans les décisions budgétaires. L'évaluation devient alors un outil pour justifier l'allocation des ressources en fonction des objectifs fixés.
- **Années 1980 : L'institutionnalisation de l'EPP**
À partir des années 1980, l'État français commence à structurer l'évaluation. En 1988, la création de la "Mission interministérielle de l'évaluation des politiques publiques" (MIEPP) marque une première étape vers une approche coordonnée.
- **Années 1990 : Développement méthodologique et juridique**
Le décret n° 90-82 du 22 janvier 1990 précise les contours de l'évaluation, en soulignant la nécessité d'évaluer les moyens, objectifs et résultats des politiques publiques. Cette décennie voit également une montée en puissance des audits et des rapports parlementaires.
- **Années 2000 et suivantes : Généralisation et transparence**
Avec la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001, l'évaluation est intégrée dans les dispositifs de gestion publique. Les indicateurs de performance deviennent obligatoires dans les documents budgétaires, renforçant l'obligation de transparence et de justification des actions publiques.

Décembre 2012 : le gouvernement lance une démarche d'évaluation ex-post de l'ensemble des pp, dans le cadre de la modernisation de l'action publique

L'évaluation des politiques publiques mobilise de nombreux acteurs, institutionnels et non institutionnels, qui jouent des rôles complémentaires dans l'analyse, le suivi et l'appréciation des actions publiques.

- **Parlement (article 24 de la Constitution)**
Le Parlement exerce un rôle clé dans l'évaluation et le contrôle des politiques publiques. L'article 24 de la Constitution précise que le Parlement "vote la loi, contrôle l'action du Gouvernement et évalue les politiques publiques". Les commissions parlementaires spécialisées, comme celles des finances ou des affaires sociales, réalisent des rapports d'évaluation.
- **Cour des comptes (article 47-2 de la Constitution)**
La Cour des comptes contribue à l'évaluation en vérifiant la bonne gestion des ressources publiques. Elle s'appuie sur l'article 47-2 de la Constitution, qui lui confère la mission de "s'assurer du bon emploi des fonds publics" et d'évaluer l'efficacité des politiques publiques. Ses rapports publics sont une source précieuse d'information pour les décideurs.
- **France Stratégie**
Cet organisme de réflexion et d'analyse prospective, rattaché au Premier ministre, joue un rôle central dans l'évaluation à travers la production de rapports, d'études et de propositions sur les grandes politiques publiques.
- **Les grands corps d'inspection (IGF, IGAS, CGEDD, etc.)**

- **Inspection générale des finances (IGF)** : Évalue l'efficacité et la pertinence des politiques économiques et financières.
- **Inspection générale des affaires sociales (IGAS)** : Se concentre sur les politiques sociales et de santé.
- **Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)** : Spécialisé dans l'évaluation des politiques environnementales et d'aménagement du territoire.
- **Les SSM (services statistiques ministériels)**
Chaque ministère dispose d'un service statistique qui produit les données nécessaires à l'évaluation des politiques publiques. Ces services collaborent avec l'INSEE et d'autres organismes pour garantir la qualité et la fiabilité des données.
- **Autorités publiques ou administratives indépendantes**
 - Exemples : Autorité de la concurrence, Défenseur des droits, Haute Autorité de Santé (HAS). Ces organismes évaluent des aspects spécifiques des politiques publiques, comme la concurrence, les droits fondamentaux ou la qualité des soins.
- **Universités et laboratoires de recherche**
Les universités et leurs laboratoires jouent un rôle essentiel dans l'évaluation grâce à leurs études académiques, souvent interdisciplinaires, qui apportent une vision critique et indépendante des politiques publiques.
- **Chercheurs et économistes**
Les chercheurs, notamment en économie et en sciences sociales, contribuent par des analyses approfondies et des modèles économétriques. Leur travail, publié dans des revues scientifiques ou commandé par des institutions publiques, éclaire les débats sur les politiques publiques.